La fin des Provinces annoncée par le MR et le cdH inquiète les élus provinciaux

Serge Hustache (PS) annonce qu'il se battra pour le personnel provincial, soit 10.000 personnes

Mardi, Olivier Chastel (MR) et Benoît Lutgen (cdH) ont présenté l'accord gouvernemental wallon. Parmi les nombreuses mesures présentées, ils ont annoncé leur volonté de supprimer, à moyen terme, le pouvoir provincial. Chez nous, les élus provinciaux ne partagent pas cet avis, même au MR et au cdH.

Supprimer les Provinces, le débat n'est pas nouveau. Mardi, Olivier Chastel et Benoît Lutgen ont lancé la volonté du nouveau couple MR-cdH de supprimer, à terme, ce niveau de pouvoir supra-communal. Mais les deux hommes ne sont pas dupes, ils savent qu'une suppression passe par un vote au Parlement fédéral et qu'il faut 2/3 des suffrages pour réformer la constitution. Dès lors, il s'agit ni plus ni moins que de vider la coquille, un peu comme le ministre de la Justice l'a fait avec la cour d'assises. L'idée est donc de transférer progressivement les compétences de la Province vers d'autres niveaux de pouvoir.

La compétence la plus importante de la Province est l'enseignement. Sur un budget de 600 millions, la Province du Hainaut consacre 90 millions dans l'encadrement de son enseignement, en sachant que les enseignants sont déjà payés par la Communauté française. « *La Province du Hainaut est la plus importante du pays, elle emploie 10.000 personnes dont 5.500 enseignants et 4.500 équivalents temps plein qui travaillent dans différents secteurs. Que va-t-on faire avec ces gens ?* », demande Serge Hustache, député provincial socialiste. « *Si Chastel et Lutgen croient qu'il suffit de dire qu'on va les caser ailleurs, ces gens ne sont pas rassurés. On ne se battra pas pour nos postes mais on va se battre pour le personnel. Si on touche au personnel, ce sera la guerre* », avertit Serge Hustache, ouvert cependant à toute discussion.

> **Le Cominois Didier Vandeskelde estime qu'il faut supprimer les régions et non pas les provinces afin de faire un état fédéral comme en Allemagne**

Armand Boite est conseiller provincial et libéral et, contrairement à son président, il ne plaide pas pour la suppression du pouvoir provincial. « *Nous avons réalisé de belles choses en matière d'enseignement mais aussi pour la gestion des cours d'eau. La commission a d'ailleurs beaucoup travaillé pour la Wallonie picarde. Il y a là des fonctionnaires de qualité à préserver. Je ne pense pas que la Province est le pouvoir qui coûte le plus cher* », explique le Tournaisien.

La socialiste Dorothée De Rodder se demande comment le nouvel attelage wallon va faire pour mettre en musique ce qu'il a annoncé. « *J'attends de voir si les projets et la qualité de l'enseignement provincial sont maintenus. Ce qui me préoccupe, c'est le maintien des projets* », répond la Tournaisienne.

Didier Vandeskelde (cdH) est le dernier représentant de Comines-Warneton à un niveau supra-communal. Il est conseiller provincial depuis 1991 et cette annonce ne l'inquiète pas. « *C'est bien en théorie mais en pratique, c'est autre chose. Si on supprime les provinces pour créer des communautés de communes comme cela a été suggéré, cela ne servira à rien. Ce sera encore un niveau de pouvoir avec des possibilités de trucage* ».

Pour le Cominois, il ne faut pas supprimer les provinces… mais bien les régions ! « *Il fallait construire un état fédéral autour des provinces comme l'ont fait les Allemands* », insiste le Cominois.

Lui aussi attend de voir. « *Cela fait douze ans que l'on a commencé à vider la province de ses compétences. On a commencé par les voiries, transférées au Service Public de Wallonie. En attendant le transfert définitif, on n'a rien fait sur les routes provinciales* ».

CEDRIC KETELAIR